

Si le gouvernement suit ce conseil et permet à nos producteurs d'obtenir le crédit dont ils ont besoin pour accroître leur production, diminuer ainsi leur prix de revient et mieux soutenir la concurrence, la prospérité rendue possible par les programmes constructifs du gouvernement conservateur au début des années 60 se maintiendra pour le plus grand bien de tous les Canadiens.

Je propose donc, monsieur l'Orateur, avec l'appui du député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert):

Que tous les mots après «que» soient supprimés et remplacés par ce qui suit:

«Les politiques du gouvernement, qui imposent l'argent serré et empêchent les constructeurs et les futurs propriétaires de maison d'obtenir des fonds hypothécaires nécessaires, constituent une solution négative aux problèmes de notre économie et nuisent gravement au progrès du pays.»

M. Colin Cameron (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, en écoutant le député de Northumberland (M. Hees), il était assez difficile de voir où il voulait en venir. Son discours était d'une portée extrêmement générale. Toutefois, l'amendement qu'il préconise est tout à fait précis.

A mon sens, les recommandations que l'on fait pour guérir les maux dont souffre notre société sont assez simpliste et peut-être s'agit-il au fond de terminologie. Depuis mon entrée à la Chambre, j'entends à tout instant des membres de l'opposition—et ceci s'applique à chacun des deux principaux partis,—s'en prendre au gouvernement de l'heure au sujet de politiques d'argent serré et il m'est toujours très difficile d'obtenir une définition de ce qu'on entend par là.

J'ouvre les rapports de la Banque du Canada du Bureau fédéral de la statistique, et je vois que la masse monétaire totale continue d'augmenter. Le rythme de croissance peut fluctuer mais, dans l'ensemble, il est assez constant. Je vois que les taux d'intérêt montent, mais parfois il ne semble pas en résulter grand changement dans la masse monétaire. J'estime, monsieur l'Orateur, que nos difficultés ont des racines plus profondes. Nous avons connu, comme l'a dit le ministre des Finances—de fait, il l'a dit avec beaucoup d'enthousiasme durant son discours sur le budget—la plus longue période ininterrompue d'expansion économique de notre histoire.

• (4.00 p.m.)

En même temps, toutefois, il nous faut envisager le fait qu'en dépit et à cause de cela—et la situation est très grave—il existe encore de grands îlots de pauvreté au pays; il y a un minimum irréductible de chômage.

Une voix: Ce n'est pas le minimum de chômage qui est irréductible, mais le gouvernement qui est obstiné.

M. Cameron (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Oui, le gouvernement est obstiné et nous ne pouvons guère le fléchir. Lorsque le gouvernement conservateur était au pouvoir, je m'en souviens, il y avait aussi un minimum irréductible de chômage auquel le gouvernement ne pouvait rien. L'organisation actuelle ne permet pas à notre société de régler le problème du chômage. En disant qu'il s'agit uniquement d'argent serré, ces partis, à mon sens, tentent simplement de faire une pétition de principe. Je soupçonne depuis longtemps que leur préoccupation au sujet de l'expansion économique est, en quelque sorte au moins, une échappatoire qui leur permet d'éviter le problème de la répartition maximum dans notre société. Ni les gouvernements libéraux ni les gouvernements conservateurs n'ont réussi à régler cette question.

Le parti conservateur semble prêt à cesser d'appuyer comme d'habitude la libre entreprise et à insister pour que les sociétés d'assurance soient obligées de placer leurs capitaux là où le gouvernement du jour les juge nécessaires. Je suis entièrement en faveur d'une telle mesure, évidemment, mais j'irais plus loin: j'abolirais les sociétés d'assurance. A mon sens, il est ridicule de nos jours, de permettre à des combinards de recueillir les épargnes du peuple canadien et de les placer à leur gré. Chaque session, y compris la session actuelle, nous sommes saisis de toute une série de demandes provenant de personnes qui veulent bénéficier de cette affaire en or.

Je me demande combien de temps encore les gens sensés vont tolérer une pareille situation. N'est-il pas temps de trouver un nouveau moyen de réunir les épargnes des Canadiens et de les employer à l'expansion de notre pays? J'espère qu'avant la fin de cette session le ministre des Finances actuel nous saisira de la mesure concernant la Société de développement du Canada que son prédécesseur a présentée à la Chambre pendant son mandat.

J'espère que la Société de développement du Canada projetée par le gouvernement actuel vaudra mieux que les modalités qui nous ont été exposées sous le ministre précédent; j'ai cru saisir, à l'époque, qu'il s'agissait principalement d'un fonds commun et privé d'investissements ou d'une mutuelle d'investissements si vous le préférez—dans lequel les riches s'enrichissaient encore et les pauvres resteraient pauvres. J'espère que la Société de développement du Canada se consacrera à mettre en commun autant que possible les épargnes du peuple canadien et à les investir sous la protection de l'État dans différents secteurs de notre économie. C'est, à mon avis, la seule façon pour nous d'atteindre l'objectif dont parlait le député de Northumberland, à